

Trait d'Union est une toute nouvelle publication de l'AGE-UNEF Sciences-Po illustrant notre démarche syndicale. Nous souhaitons avant tout combler le manque d'informations des étudiants, faire mieux comprendre nos points de vue, et vous donner la possibilité de vous exprimer. Notre champ d'action et de réflexion englobe aussi bien la vie étudiante de l'IEP avec ses dossiers brûlants, son microcosme et ses petits potins, les débats sur l'enseignement supérieur et les mobilisations qu'ils suscitent, sans oublier des pages de respiration culturelle et humoristique. Votre exaspération débordante peut aussi y trouver sa place quand elle s'exprime avec panache !

Un comité de rédaction composé des adhérents de l'AGE-UNEF qui participent au journal se réunit régulièrement. Les étudiants intéressés par une participation (même épisodique) à *Trait d'Union* sont les bienvenus et peuvent nous contacter à nos tables, au local syndical (3ème étage, escalier ou ascenseur des amphis), par un mot dans notre boîte aux lettres située en face du BDE.

Sommaire

- Page 1: Le fil d'ariane juridique de l'IEP
- Page 2: Plaidoyer pour la Commission femme
- Page 3: Le fil d' Ariane juridique de l'IEP (suite)
- Page 4: Le syndicalisme en question après la grève de Rouen
- Page 5: La nuisance Brune
- Page 6: La nuisance Brune (suite) et Point sur la Fac Pasqua
- Page 7: Le malaise étudiant
- Page 8: Le coin culture

Statut de l'IEP : Démêlons l'imbroglio

Tout a commencé avec l'Ecole libre des Sciences politiques en 1872, issue d'un projet idéologique dont on peut se demander s'il n'a pas laissé des séquelles dans quelques cerveaux : relever la France, recréer des élites, qui pourraient être un rempart face à la vague de démocratisation que M. Boutmy appréciait modérément. Cette initiative privée rencontrera un réel succès pédagogique, mais sans que la diversité sociale soit à l'ordre du jour dans le recrutement, et avec déjà quelques conflits face aux partisans d'une école nationale d'administration aux mains de l'Etat.

L'augmentation des tensions sous le Front Populaire (allez savoir pourquoi...) conduit à un changement de stratégie de l'Ecole Libre qui craint pour son existence : création de bourses, développement de relations avec l'Université, ouverture sur l'extérieur et surtout mise au point d'une méthode bien exploitée ensuite ; utiliser les anciens élèves parlementaires pour enterrer les projets hostiles à la Chambre.

Pendant la seconde guerre mondiale, l'Ecole Libre à une attitude...modérée (ce qui étonne tout le monde...) avec l'engagement de certains du côté de la Résistance mais des personnalités de Vichy à des postes de professeurs et surtout Pétain comme président d'honneur de l'Ecole... Dès 1945, la question du statut est reposée par les Communistes qui accusent l'Ecole Libre d'avoir été un foyer de collaboration. La Nationalisation est finalement décidée par l'ordonnance du 9 octobre 1945 mais les dirigeants de l'Ecole obtiennent un compromis : un nouvel organisme, la Fondation Nationale des Sciences Politiques récupère intégralement le patrimoine et le savoir-faire avec un tâche de gestion administrative et financière ainsi qu'un rôle intellectuel. La FNSP est un organisme privé avec son Conseil d'Administration de 10 à 15 membres représentatifs des auteurs de libéralités (apport financier) qui en 1945 se trouvent être les héritiers des fondateurs.

Mai 1968 n'apporte qu'un lot limité de réformes malgré l'intégration de l'IEP dans la loi Faure sur l'autonomie, les associations d'usagers... Néanmoins sont mis en place les organes de cogestion (c'est le terme, même s'il paraît qu'il est fautif...) et quelques concessions sont acceptées dont la modification du CA de la FNSP pour introduire une représentation du personnel : ce dernier point est réglé par décret en 1972, contre l'avis du Conseil d'Etat qui jugeait la voie législative nécessaire.

Lors du vote de la loi Savary en 1984, le lobbying joue à fond afin d'échapper à cette réforme : au total, l'IEP est dans la loi mais déroge à la plupart de ses dispositions concrètes. Mais l'article 37 de la loi concerne tous les grands établissements (y compris l'IEP) et pose que les règles particulières d'organisation et de fonctionnement (à fixer par décret en Conseil d'Etat) devront être prises dans le respect des principes d'autonomie et de démocratie définis par la loi. hausse continue des droits d'inscription. Si tout le monde n'y est pas opposé au départ (pour sa part, l'AGE-UNEF votera toujours contre, c'est dingue c'te sale mentalité...) et beaucoup pensent que sur la base de 600F, il s'arrêterait à 2 ou 3000F. Un engrenage est lancé : si les droits augmentent avec la redistribution, le but est en fait d'augmenter les fonds propres. Ainsi, tôt ou tard, le côté redistributif devait être remis en cause car il freine le rendement. Au total, depuis 1987, la part de l'Etat dans le financement est passée de 81 à 70% du total, et les droits d'inscription représentent désormais 10% des ressources (à côté d'une taxe d'apprentissage pas stable et des ressources de la formation continue).

Responsabilités collectives

Pourquoi une "commission femmes"? Pourquoi si peu de "mâles" pour soutenir leur démarche? Il existe un lobby implicite de bienséance qui étouffe les revendications féminines avant-même qu'elles n'éclosent. Explication.

Ce n'est pas parce qu'un combat organisé a cessé que ses revendications ont été exaucées. Certes, le féminisme militant massif des années 1960-1970 a presque disparu. C'est ce que l'on a appelé le féminisme de la "première génération" (malgré les générations de suffragettes qui leur ont obtenu le droit de vote). Il est peu douteux qu'on lui doive la Loi Veil et un début d'évolution dans les mentalités. OK. C'était sûrement un grand pas à l'époque, sur le moment, a fortiori pour des femmes ayant connu l'avant-1968. Aujourd'hui l'insatisfaction n'a rien de scandaleux. Bien au contraire.

Une certaine forme de combat féministe a disparu. Il n'est pas inutile de se demander pourquoi. En perdant son agressivité revendiquée (agressivité qu'on pouvait légitimer), le combat a perdu de son mordant. Il y a clairement eu démobilitation. A mon avis trop de personnes ont cru que le combat sur la place publique s'était terminé parce qu'il n'y avait plus rien à demander. Mais ces personnes, hommes et femmes, l'ont-elles vraiment CRU? On peut en douter. Pas toutes. L'illusion d'optique a pu jouer, mais des mécanismes plus pervers ont été à l'oeuvre également.

Les hommes ont très facilement pu croire que le combat avait abouti. Comment auraient-ils pu s'imaginer eux-mêmes artisans du malheur de leurs chères et tendres? Bien au contraire, ils ont pu applaudir Madame Veil en glissant généreusement à bobonne (ô, la grandeur d'âme légendaire des êtres humains!) : "alors, heureuse?". Et elles, stupidement, mais tellement humainement, ont répondu "oui, mon amour". Petit essai de psychologie à deux balles (on fait avec ce qu'on a).

En effet, allez dire à un homme : on va réduire un peu ton salaire pour égaliser avec tes collègues femmes sans toucher à la masse salariale. Allez leur dire : tu as fait ce que tu voulais parce que je ne faisais pas ce que je voulais, désormais le confort intellectuel est fini. Les hommes, ils vous chient dessus quand vous dites ça, et même si c'est mesquin c'est logique et prévisible (peut-être justement parce que c'est mesquin). Combien de femmes ont inconsciemment dit "stop", de peur de se faire détester des hommes, de peur de devoir apprendre trop de choses nouvelles, de peur de renoncer au confort d'une douleur trop bien apprise... Difficile d'obliger les femmes à se faire chier dessus, même pour une bonne cause.

Les hommes ont lâché ce qu'ils ont bien voulu, ce qui ne leur coûtait rien. Pire, ils ont gagné. L'IVG, c'est la sécurité renforcée pour les baiseurs imprudents, que désormais on n'obligera pas à épouser "pour réparer". Les grands principes accordés, ils continuent à les défendre publiquement, ce qui rend bien difficile de critiquer l'absence de réalisation concrète. Les

femmes, dans leur combat, ont sans doute refusé d'être politiques, et la politique les a eues. Cri de victoire quotidien du lourdaud moyen : "on leur a mis profond". Certaines entendent ce cri silencieux. D'autres l'ignorent, et les dernières n'entendent pas. Voilà enfin mon principal sujet d'inquiétude : "elles se rendent pas compte!" (ici j'omets le "bordel" un peu trop mec que j'ajoute habituellement après de telles exclamations).

Ils se rendent pas compte, eux non plus. J'ai des reproches à adresser à ces hommes qui sont plutôt d'accord sur le fond des revendications féminines, mais qui se moquent comme les autres. En discutant à bâtons rompus, nombre de filles constateront le respect global de leur interlocuteur. Mais, soit par prise de conscience imparfaite soit par égoïsme, ces mêmes mecs proposeront de répondre par une "commission bite" à la "commission femmes". Ils trouveront les féministes excessives, ou se diront qu'elles n'ont qu'à se débrouiller toutes seules.

Bien sûr c'est à elles de se débrouiller, elles ne doivent pas être dépossédées de leur combat. Mais certains ne se rendent pas compte qu'ils entérinent le machisme en le véhiculant. Ils le véhiculent sans y croire, sans y adhérer, mais par le seul fait de le véhiculer ils le confortent et le propagent. Tous les hommes un peu conscients du bien fondé des revendications féministes devraient se rendre compte qu'ils ont une responsabilité à assumer. Ils devraient s'interroger sur les milliers de bâtons qu'ils mettent quotidiennement dans les roues du féminisme, par simple négligence. Etre d'accord n'est pas soutenir : soutenir, c'est faire savoir que l'on est d'accord.



Femmes, à votre tour de passer à la casserole. Beaucoup d'entre vous ne se contentent pas d'abandonner un combat que personne ne vous oblige à suivre (on n'est pas en dictature). Mais que vous prend-il par contre d'oser dire que vous avez triomphé? Elisabeth Badinter, avec son livre "XY", n'en est qu'un exemple médiatique. Il est en vogue depuis quelques années de dire que les femmes sont allé si loin qu'elles ont écrasé les hommes. "Nos pauvres petits hommes, qu'en a-t-on fait, les pauvres chéris, nous sommes vraiment des monstres..." (caricature d'un discours très réel). Retour sur Terre, les miss, une telle attitude ressemble beaucoup à un pas en arrière. Ne vous laissez pas culpabiliser, spécialité de l'instinct maternel. A quand des excuses publiques pour le monopole trop exclusif de l'enfantement? Battez-vous, nom de Zeus, au lieu de dire pardon quand on vous écrase les pieds.

Quant à celles qui se battent, au moins laissez-les faire, même si votre privilège de tranquillité en devient menacé. Ne vous laissez pas duper. Vos demandes sont justes. Vos droits existent. L'égalité reste à conquérir. Vous êtes encore en situation d'infériorité. Acceptez de le voir. Acceptez le constat d'une semi-défaite. C'est ma demande, elle est difficile à entendre. Mon discours, en tant que garçon, est peut-être plus facile à tenir même s'il est moins fréquent.

Pour tenter de mettre fin à une situation déjà scandaleuse (mais la suite allait se révéler pire comme l'ont prouvé les décisions de début 1995 qui ont poussé à la grève), L'AGE-UNEF a attaqué en 1992 la délibération du CA de la FNSP du 23 juin 1992 (adoption du budget et hausse des droits d'inscription) devant le tribunal Administratif. Le Tribunal a rejeté notre recours, et nous sommes aujourd'hui en appel devant le Conseil d'Etat. Voici un bref exposé de la situation actuelle.



Dans ses recours, l'AGE-UNEF a toujours qualifié les droits d'inscription d'**impôts**, c'est à dire, un prélèvement obligatoire, exorbitant, sans lien avec un service rendu, et de la compétence du Parlement. La FNSP s'est elle prononcée pour une autre qualification : ces droits correspondent à une **redevance**, prélèvement facultatif, proportionné au service rendu qui doit être clairement identifié.

Hypothèse n°1 : Les droits sont effectivement une redevance :

• Ceci est contraire au principe de gratuité de l'enseignement, posé par le Préambule de 1946.

A l'université, s'il existe néanmoins des droits d'inscription, c'est parce qu'une loi de 1951 fait écran à ce principe : elle dispose que les droits d'inscription (taux et modalités de perception) dans les établissements de l'Etat seront fixés par arrêté. Seul le respect de cette loi par les mesures d'application est contrôlé, non celui du principe constitutionnel de gratuité, ce qui permet aux universités de percevoir des droits.

Concernant l'IEP, l'arrêté qui devait fixer le montant des droits d'inscription a délégué au CA de la FNSP cette d'existence, en opérant une distinction entre diplôme d'université (IEP) et diplôme national.

Or, si nous considérons l'hypothèse de la redevance, la loi de 1951 et les délégations qui s'ensuivent ne s'appliquent plus, puisqu'elle considère les droits d'inscription comme des impôts, et ne fait pas mention du cas des redevances. Aucune loi ne fait donc plus écran au principe constitutionnel de gratuité, et les droits d'inscription perçus à l'IEP sont directement contraires à ce principe.

Il existe par ailleurs un débat sur la portée du principe puisque le Tribunal administratif a donné sa propre définition, sérieusement contestable : l'enseignement est gratuit tant que l'on paye moins que ce qu'il coûte. Ce qui l'a conduit à rejeter notre moyen et à affirmer que l'IEP ne viole pas le principe de gratuité ! Le Conseil d'Etat aurait du mal à le suivre sur la voie de cette percée juridique : gratuité=vente à perte?..

• Il faut alors statuer sur la légalité des autres textes (loi de 1951, de 1984, décret de 1985) :

En effet, le TA en a profité pour ne pas statuer sur ces autres textes, se fondant uniquement sur le décret de 1946 (pris en application de l'ordonnance de 1945). Ce décret de 1946 dispose que le CA de la FNSP délibère sur les taux de rémunération exigés des usagers des services de la FNSP. La procédure se trouverait donc en dehors des dispositions de la loi Savary, de la loi de 1951, etc.

Nous considérons que le décret de 1946 s'intègre à l'ensemble et que les droits ne sont pas seulement fixés par ce décret. Il faut donc examiner la légalité de l'ensemble de la base juridique.

Hypothèse n° 2 : les droits d'inscription sont un impôt.

Dans ce cas, la subdélégation est illégale :

Les droits sont perçus en vertu de la loi de 1951. Si, dans les faits (et non en droit), la pratique de la subdélégation est admise, c'est à condition qu'elle soit réellement et strictement encadrée : or la loi ne fixe qu'un montant minimum pour les droits d'inscription et le commissaire de la République avait lui-même constaté qu'elle n'est alors pas suffisamment encadrée. D'autre part, si c'est un impôt, ce n'est pas une redevance (CQFD) et donc en aucun cas, l'IEP n'est habilité à en fixer le taux.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, il reste que :

L'AGE-UNEF demande l'annulation non pas de la décision de hausse des droits mais de tout le budget : donc celui-ci étant pris en fonction du décret de 1985 qui fixe le statut de l'IEP, c'est la légalité de celui-ci qui doit être examinée.

D'autant plus que ce décret de 1985 (et celui de 1972 fixant la composition du CA de la FNSP) apparaît contraire au principe d'indépendance des enseignants-chercheurs : ce principe fondamental reconnu par les lois de la République, dégagé par le Conseil Constitutionnel en 1986 lors de l'examen de la Loi Savary s'accommode en effet mal du fait que dans le CA de la FNSP, les Professeurs de l'enseignement supérieur ne soient pas représentés en tant que tels de façon autonome. Prétendre comme le fait la FNSP qu'elle ne se préoccupe que de "questions d'intendance" et non de questions pédagogiques et donc ne touche pas à leur indépendance est un peu léger : ne touche-t-on pas à l'indépendance de la Recherche quand on en détermine les crédits sans que les chercheurs aient droit de citer ?

Le décret semble violer également en tout point l'article 37 de la loi Savary posant le respect de l'autonomie et de la démocratie:

Le budget est celui d'un autre organisme, la FNSP, puisque l'IEP n'a ni locaux, ni personnel propre : il n'y a donc pas de réelle autonomie de l'établissement d'enseignement qu'est l'IEP.

D'autre part, le Conseil de Direction (regroupant administration, profs et étudiants) ne donne qu'un avis, donc les "usagers" n'ont pas réellement leur mot à dire. Et donc une conception curieuse de la démocratie...

Le Conseil d'Etat examine toujours en appel le recours de l'AGE-UNEF dont la version intégrale et beaucoup plus précise est disponible pour les technos que cela pourrait brancher...

G.R

ROUEN ET LE SYNDICALISME

Le succès de la grève de Rouen force ce qui croient au militantisme syndical à se remettre en cause. Les étudiants sont fiers de déclarer aux journalistes que les syndicats sont absents du processus. 4 longues semaines de grève y ont eu lieu, et ceux qui ont assisté à la manifestation du 9 novembre à Paris peuvent témoigner du professionnalisme des étudiants de Rouen. Ils avaient slogans, chansons, un SO efficace. Sans l'appui d'organisations syndicales nationales, ils ont su mobiliser, occuper le rectorat ...

Et pourtant la leçon qu'il faut en tirer n'est pas que le syndicalisme est inutile. Il n'y a pas d'auto-organisation instantanée. Le mouvement de Rouen fut tiré par une «corporation des étudiants de sciences» très active. On y trouve, comme dans tout syndicat, des «professionnels de la contestation», à qui aujourd'hui beaucoup d'étudiants, de professeurs, et personnels techniques doivent une fière chandelle. Ensuite parce que ce mouvement doit également son succès aux conditions d'études effroyables de l'université de Rouen. Cela faisait plus de deux ans que la tension montait, l'idée des douze millions avait pu faire son chemin.

Avoir une action directement nationale !

Une idée progresse lorsque des femmes et des hommes la brandissent comme un drapeau, pour que tous à sa vue se rassemblent. Citons ce dirigeant de Rouen, la manifestation du 9 novembre sur Paris terminée. «Voilà, je crois qu'il est important maintenant de rappeler pourquoi nous sommes montés à Paris (...). A Rouen nous avons su imposer un meilleur budget, nous battre et obtenir de bons résultats. Aujourd'hui si nous sommes montés à Paris, c'est pour transmettre le flambeau, étendre le mouvement, aider les facs qui ailleurs ont les mêmes problèmes mais qui n'ont pas su se bouger comme nous. (...)». A l'UNEF nous pensons que le meilleur moyen de faciliter des mouvements nationaux, c'est de s'inscrire au sein d'une organisation nationale, pour éviter que les endroits ou personne n'a su «reprendre le flambeau» ne soient submergés par les difficultés.

Par ailleurs, nous sommes conscients du fait que le succès d'une grève est toujours à double sens. Il montre que nos positions syndicales sont

représentatives, mais aussi que notre représentativité en termes d'adhérents n'est pas assez forte pour que nous n'ayons pas toujours à démontrer notre force. Pourquoi a-t-il fallu tant de temps à Rouen pour obtenir satisfaction, malgré l'évidente justesse de leurs revendications ? Il est essentiel qu'il reste toujours des personnes pour transmettre et recevoir les idées de solidarité qui sont à la base du syndicalisme. Aucune grève réussie ne garantit le futur si elle ne se traduit pas par une augmentation des adhésions.

Les congrès UNEF

L'UNEF sera en congrès national, les 15, 16, 17 et 18 décembre. Il s'agit d'un moment essentiel. C'est en congrès que sont décidées les orientations nationales du syndicat. Le syndicalisme est aussi un lieu de confrontation d'idées. C'est l'enseignement Supérieur que nous, étudiants, voulons qui soit en discussion.

C'est lors de son congrès qu'apparaît le plus clairement la dimension nationale de l'UNEF. Pour chaque adhérent, il s'agit alors de sortir des contingences locales du militantisme, pour prendre position sur ce que 'il estime être l'intérêt de tous les étudiants, sur les formes que doit prendre notre action.

Mieux que le questionnaire Balladur

Ce congrès national, est précédé par un congrès local sur Sciences Po. Il aura lieu le 1er décembre. A l'UNEF nous estimons que les étudiants ont leur mot à dire sur l'organisation de leurs propres études. De ce point de vue adhérer à la veille d'un congrès est le meilleur moment pour participer à des débats intéressants, d'actualité, pour prendre position, devenir «étudiant-citoyen». Des débats auront lieu autour d'amendements concernant, la régionalisation, la professionnalisation de l'enseignement supérieur, l'unité syndicale, le rôle de l'UNEF dans la lutte contre l'extrême droite... Certes, filtrée doublement par le congrès local, puis national, la voix d'un adhérent est bien faible. Combien d'entre vous, croyant faire oeuvre citoyenne, ont-ils rempli le questionnaire Balladur ?

A la veille de son congrès, L'AGE-UNEF entend rester le syndicat de tous les étudiants.

F.D

L' Extrême-droite dans les unviversités

" Si t'es de gauche, te casse pas la tête, on s'en charge ! ". Tous ne sont pas aussi directs, mais le message reste clair : vaincre la gauche, la détruire, l'humilier, la piétiner, la martyriser avec un plaisir malsain pour préparer " le renouveau étudiant ", le retour de la droite dure, de la grandeur nationale et de la pureté de la race blanche dans les universités polluées par " les gauchos, les juifs, les nègres et les bronzés " ...

L'origine de cette résurgence hitléro-pétainiste on la connaît : après mai 68, les conservateurs de tous bords étaient d'accord sur un point : " l'extrême-gauche y'en a marre ! ". Alors, après des négociations secrètes, les aimables administrateurs des universités parisiennes sont allés chercher les gros bras de l'extrême-droite pour bouter le trotskyste hors des facs. C'est ainsi que Maurice Duverger, Président de l'université Paris II-Assas dans les années 70 a confié l'organisation des élections universitaires au GUD (Groupe Union Droit), en échange d'un local, de packs de Kro., et de la promesse de ne laisser filtrer aucune voix qui puisse aller à cette " extrême-gauche terroriste, égalitariste et révolutionnaire ". Est-il utile de rappeler que dans cette tâche, Maurice Duverger a été brillamment relayé par Philippe Ardant, actuel Président d'Assas ? Impunités en face des exactions continuelles et des appels à la violence, redoublements illimités, sont encore chose courante dans une fac résolument de droite et foyer traditionnel de l'extrême-droite. Les divers mouvements fachos n'ont pourtant rien qui puisse faire la fierté d'une faculté d'excellence. Leurs méthodes d'action, du Kop de Boulogne, célèbre pour le culte des 3 B (bière, baise, baston), à l'UDEA (Union de Défense des Etudiants d'Assas), ex-GUD, connue pour ses brutales descentes sur les " facs de gauche ", Paris I et Jussieu, ne sont que les témoignages d'une désarmante débilité, dont le caractère rudimentaire ne doit pas faire oublier le côté dangereux. Rappelons pour mémoire le cas de cinq étudiants de Saint Hyppolite, tabassés en mars dernier par une troupe de nazis cagoulés : cinq jours d'hôpital pour deux d'entre eux, un bras cassé et quelques yeux pochés pour les trois autres ...

La stupidité et la violence brandies comme étendarts ont fait de nombreux émules. Des intégristes de l'A.F, toujours volontaires pour une descente " purificatrice " à la gazeuse dans les banlieues HLM, au petit bourgeois de l'UNI (Union Nationale Interuniversitaire) en quête de respectabilité, il est malaisé de repérer sous quels sigles se cachent ces racistes malfaisants, adeptes de la violence gratuite. Le FNJ, organisation de jeunesse du Front National, est le vivier des futurs cadres lepénistes. On y retrouve notamment Marine Le Pen, Nathalie Stirbois, Samuel Maréchal (gendre de Le Pen), Régis le Poitevin de la Croix-Vaubois, conseiller régional FN de la Nièvre, assistant parlementaire et diplômé de Sciences-Po... Après avoir infiltré l'UNI, le FNJ a fait scission pour former le CNEP

(Cercle National des Etudiants de Paris), devenu Renouveau Etudiant (RE), mouvement extrémiste, raciste, lié aux Skinheads. Cette scission explique le relatif nettoyage effectué à l'UNI depuis 1992 et son affiliation au RPR. En 1993, le RE a donné naissance à l'UNED (Union Nationale des Etudiants de Droite) qui se veut aussi plus respectable, mais n'hésite pas à l'occasion à revêtir la cagoule.

Tous ces mouvements sont parfois d'accord pour faire front commun lors d'actions spectaculaires. Leurs divergences tiennent surtout aux rivalités politiques qui les animent et séparent les carriéristes soutenus par la droite parlementaire (Alain Madelin et Gérard Longuet, fondateurs d'Occident, ancêtre du GUD, Philippe de Villiers, ...), et les débiles bornés irrécupérables.

Fachos, hors de Sciences-Po!

Les tentatives d'infiltration de l'extrême droite à Sciences-Po sont multiples et ne datent pas d'aujourd'hui. Jusqu'en 1987-88, l'extrême droite compte des élus dans les organes de cogestion, triste souvenir heureusement non ravivé. Et pourtant, les tentatives ont été multiples. Au niveau syndical, c'est l'UEI (Union des Etudiants Indépendants) qui mène le combat, après avoir repris le flambeau et l'héritage du CNSP (Cercle National Sciences-Po, affilié au Cercle National des Etudiants Parisiens). Depuis 2 ans, ils tentent de percer aux élections, sans succès, dépassant rarement 6% des voix. Au niveau associatif, les fachs tentent chaque année de monter des assoc's au nom apparemment anodin pour avoir un pied à l'IEP et une reconnaissance officielle. La prochaine journée des associations aura lieu le 29 Novembre, surveillez les panneaux de l'AGE-UNEF qui continuera d'identifier les assoc's nazies. **Soyez donc vigilants lors des journées de signature pour la reconnaissance des associations à l'IEP. Votre signature est unique et précieuse: refusez de signer pour l'extrême droite à Sciences-Po!** Ce n'est malheureusement pas toujours facile, surtout quand ces groupuscules brouillent les pistes, en se définissant par exemple comme méhaigneristes (authentique!).

Une fois implantés, leur discours se modifie. Citations de Barrès et Maurras à l'appui, ils se définissent comme les "derniers combattants spartiates face à la décrépitude athénienne" (sic), tout un programme... Car le nihilisme fasciste est l'une de leurs caractéristiques les plus affirmées.

L'extrême droite à Sciences-Po est cependant très diverse et traversée par des rivalités et des luttes intestines exacerbées par la frustration d'un bon nombre d'entre eux dont la virginité à 20 ans et au-delà semble poser problème. Car pour comprendre l'évolution et la stratégie des fachos, ils faut connaître leurs rares histoires de cul. Ainsi l'année

dernière, après des rivalités amoureuses, les nanas de l'UEI ont été plus ou moins mises au placard pour qu'elles n'interfèrent pas dans les activités politiques de ces messieurs (machisme quand tu nous tiens).

L'extrême droite à Sciences-Po est très hétéroclite et donc peu cohérente: on y retrouve des membres du Front National, de l'A F (royalistes pas très comiques), de 3ème Voie (anticapitalistes, socialisants, proches des Sections d'Assaut de Röhm), des sympathisants du GUD ou de Renouveau Etudiant, et même des membres du RPR et de l'UDF ou les débouchés politiques sont plus intéressants. Le cocktail est donc explosif, surtout si l'on rajoute les catholiques intégristes adeptes de Saint Nicolas du Chardonnet et des commandos anti-IVG, présents dans presque tous les groupes précédemment cités. La dernière apparition de l'extrême droite en tant qu'organisation politique soudée et cohérente remonte au CNSP, disparu en 1991-92, qui n'a jamais eu d'élus mais où la domination des cadres du Front National était incontestée.

Mais rassurez-vous, les fachos ne sont vraiment pas nombreux (au plus une quinzaine), et peu actifs, même si l'on en a vu arriver une belle brochette en procédure d'admission en 2ème année (ne vous inquiétez pas, on les a à l'oeil). Le plus gênant, c'est l'appui extérieur dont ils bénéficient c'est à dire les actions commandos violentes dont ont été victimes de nombreux étudiants (entre autres militants de l'AGE-UNEF, mais également non syndiqués et appariteurs), et les récentes campagnes de tractage du Renouveau Etudiant. Notons que face aux violences, la réaction de l'administration n'a jamais été à la hauteur, cette dernière refusant systématiquement de porter plainte. Des meetings ont également été organisés dont les derniers (Martinez du FN en décembre 1991 et Action

Française en novembre 1993) se sont soldées par de belles contre-manifs pacifiques regroupant chaque fois plusieurs centaines d'étudiants empêchant ainsi avec succès les meetings en question et déchaînant les foudres de l'administration qui ne trouva rien de mieux à faire que de suspendre les droits des associations progressistes et républicaines (notamment de réunion) qui s'étaient manifestées contre les fachos.

Comment lutter efficacement contre l'extrême droite?

L'AGE-UNEF est contre l'interdiction administrative de l'extrême droite. Il importe de la combattre par la mobilisation des étudiants: élections, contre-manifs pacifiques, tracts informatifs, discours alternatifs et surtout, occupation du terrain par les syndicats et les associations. N'hésitez pas quand ils se manifestent, à refuser ou déchirer leurs tracts, à crier des slogans ("fachos hors de Sciences-Po" par exemple). Rassemblez vous pour leur signifier que vous refusez leurs idées, prévenez des copains en cours ou en bibliothèque, avisez les syndicats et associations.

L'article premier de nos statuts dispose que nous devons "défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants." Fidèles à nos convictions, nous entendons intégrer par le syndicalisme TOUS les étudiants dans l'université, français comme étrangers, de gauche comme de droite. Quant à la violence, elle ne fait pas partie de nos méthodes, mais peut se révéler légitime pour se défendre contre cette peste brune que nous ne tarderons pas à renvoyer dans les poubelles de l'histoire.

X.B ET J.B

De l'inégalité dans le milieu étudiant

REQUISITION DE LA FAC PASQUA!

Le Pôle Universitaire Léonard de Vinci (Fac Pasqua pour les intimes), c'est tout simplement une fac privée financée par des fonds publics. On pourrait s'arrêter là tellement c'est déjà scandaleux, mais comme on est sadiques à l'AGE-UNEF, on va aller plus loin, histoire de remuer le couteau dans la plaie et de bien vous déguster.

C'est le Conseil Général des Hauts de Seine, présidé par Charlie, qui finance cette fac de milliardaires avec écrans télé partout, fauteuils en cuir style PDG dans les amphis, hôtesse d'accueil-en-string-top-modèles-chez-élite et cafet' dont les fournisseurs ne sont autres que messieurs Hédiard, Fauchon, Le Nôtre... 1 200 000 000 (un milliard deux cent millions) de francs publics ont été donnés à ces guignols, soit 30 fois la dotation budgétaire ministérielle annuelle d'une fac de 20 000 étudiants. A cela on rajoute 13 millions de francs offerts pour la rentrée (à comparer avec les 12 millions qu'ont réclamé les étudiants de Rouen pendant un mois de grèves et de manifs héroïques), et on aboutit à beaucoup trop.

Les droits d'inscription sont prévus entre 20 000 et 30 000 francs (mais tant qu'il y a des cons pour payer...), les locaux disposent de 18 000 mètres carrés (soit 6 000 places en fac), et la capacité d'accueil de la fac est de 5 000 étudiants alors que aujourd' hui, seuls 300 y sont inscrits. Aberrant, scandaleux, gerbos, inique, c'était la séance "les chiffres du scandale", passons à autre chose.

Pour nous, militants de l'AGE-UNEF, les missions de l'université sont la formation d'un esprit critique, l'élaboration et la transmission du savoir à travers la recherche, l'obtention d'une formation qualifiante qui permette à chacun de s'adapter à un putain de marché du travail qui évolue sans cesse et tout le tralala. On tombe de haut. Car pour les méchants l'objectif est tout autre: désengagement financier de l'Etat, financement par les collectivités locales et le patronat en quête de main d'oeuvre docile et reconnaissante capable d'écouler des aspirateurs et autres aberrations du système capitaliste bourgeois condamné à disparaître par la violence du prolétariat révolutionnaire (je m'arrête parce que l'immense majorité

des adhérents qui ne sont pas anarcho-mao-trotsko-marxistes-léninistes comme moi vont créer une commission pour me virer sous prétexte de errance révolutionnaire gauchiste). C'est également la casse des diplômés nationaux qui est visée: bientôt, on ne sera plus diplômés de l'enseignement supérieur mais estampillés "Coca-Cola", "Alcatel", "Total", etc... Bonjour les équivalences: "Salut je suis diplômé Coca mais je voudrais bosser chez Sprite". Quel gag.

Le cas de la fac Pasqua n'est malheureusement pas isolé: Kerlan, Brest, La Roche-sur-Yon (Villiers empaffé), Toulouse... 4 nouveaux pôles universitaires privés au moins vont ouvrir ou sont en projet. Concrètement, c'est la mise en place d'une Fac à deux vitesses: pour ceux qui peuvent payer et pour les autres. Quant à l'enseignement supérieur public... Une fois mesurés les problèmes de l'université et le fric

nécessaire pour les résorber, il y a de quoi hurler à la provocation. Mais ne désespérez pas, la résistance s'organise: pétition nationale, concert pour la réquisition le 29 juin 1995 à la fac de Nanterre, manifestations périodiques dont vous pouvez être tenus au courant si vous lisez enfin les beaux panneaux de l'AGE-UNEF faits par Amaëlle ou si vous allez parler avec les sympathiques militants(tes) qui sont à la table et qui ne mordent pas (sauf Amaëlle si vous critiquez ses panneaux).

Allez, on l'aura cette fracture sociale! Sinon, le prochain essai nucléaire sur la Fac Pasqua.

**REQUISITION DE LA FAC PASQUA!
ABROGATION DES LOIS PASQUA!**

X.B

Ce qui se passe autour du monde merveilleux qu'est Sciences-Po land

La grogne étudiante

L'AGE-UNEF ne le répètera jamais assez : Sciences-Po n'est pas un monde à part, mais fait intégrante de l'enseignement supérieur... Un enseignement supérieur miné et pressuré plus souvent qu'à son tour. Retour sur quelques semaines de mobilisations étudiantes, et les enseignements que nous pouvons en tirer.

Chaque rentrée voit son lot de mobilisations ponctuelles sur les problèmes budgétaires des universités. Il faut croire que cette année, les étudiants considèrent que le malaise n'a que trop duré, et qu'il est temps de remédier à l'asphyxie de l'enseignement supérieur. C'est l'université de Rouen qui a ouvert le feu au mois d'octobre, en entamant une grève qui devait durer plus de trois semaines. Le résultat est loin d'être négligeable : le 4 novembre, les rouennais ont obtenu 9 millions de F sur les 12 réclamés, ainsi qu'un plan quadriennal de créations de postes d'enseignants et de personnel.

Mobilisations sporadiques ou mouvement national ?

C'était là ouvrir une brèche dans laquelle se sont légitimement engouffrées d'autres universités : alors que l'ensemble de la communauté universitaire manifeste le 9 novembre, Metz et Toulouse se mettent en grève, bientôt rejoints par Aix, Montpellier, Marne-la-Vallée, Orléans, Pau, Toulon, St Denis, Nanterre, Tolbiac... Partout, les assemblées générales se multiplient, les manifestations également. La grogne s'exprime évidemment sur les divers problèmes locaux (amphis surchargés, problèmes de restauration universitaire, manque d'enseignants, de personnel, question de l'aide sociale, etc.) ; dans les facs en grève, on élit des comités de mobilisation, on crée des commissions de travail, on commence à quantifier les besoins...

Alors, mobilisations sporadiques vouées à s'essouffler ou départ d'un grand mouvement étudiant d'ampleur nationale ? Il est encore difficile de faire des

prédictions, tant les semaines, voire les journées à venir, seront cruciales quant à la poursuite des grèves et des luttes déjà entamées. Pourtant, la structuration de ce mouvement en devenir a déjà commencé. A l'appel de l'université de Toulouse-Mirail, une première réunion interfac s'est tenue à Toulouse les 18 et 19 novembre. Il en est ressorti un nouveau texte, appelant à la création d'une coordination des universités en lutte, au soir de la manifestation nationale du 21 novembre. A l'heure où nous imprimons cet article, nous ne savons pas encore ce qu'il ressortira de cette journée-clé de la mobilisation : d'ores et déjà cependant, des universités de province ont prévu d'envoyer des délégations à Paris. Tout dépend maintenant de la volonté et de la massivité des étudiants.

Un réel malaise étudiant

La mobilisation a cependant de nombreux outils pour réussir à transformer l'essai. Car si l'ancrage des mobilisations trouve son assise dans les revendications locales, on voit déjà émerger un certain nombre de revendications propres à unifier les luttes. La preuve : ni l'annonce, par François Bayrou, d'un "plan d'urgence pour les universités les plus pauvres" (sic), ni les quelques millions lâchés à Rouen, Metz ou Orléans, ne calment le malaise. Alain Juppé, qui déclarait tout récemment que la stratégie gouvernementale pour l'enseignement supérieur n'était qu'un "redéploiement des moyens" (comprenez : on prend à Pierre pour habiller Paul), risque fort de se trouver en porte-à-faux face aux revendications des étudiants. Aujourd'hui, on en est déjà à réclamer non seulement le déblocage de crédits d'urgence, au moins pour combler le déficit par rapport aux dotations théoriques qui sont institutionnellement allouées aux universités, mais également une véritable loi de programmation budgétaire pour l'ensemble de l'enseignement supérieur.

Bref, les étudiants ne semblent plus du tout prêts à se contenter de rallonges : les questions purement financières sont un détonateur, mais la grogne, par son ampleur, révèle un malaise plus profond. C'est toute une logique gouvernementale qui est aujourd'hui pointée du doigt, celle du démantèlement du service public d'enseignement supérieur : désengagement de l'Etat, développement des facs privées financées par des fonds publics (cf article sur la fac Pasqua), précarisation des enseignants et du personnel, faiblesse de l'aide sociale, de la restauration, du logement.

A Sciences-Po, nous ne connaissons que trop bien les conséquences de ce désengagement : augmentation des droits d'inscription et recours aux fonds privés pour financer l'établissement, sans parler du statut lui-même de l'IEP, géré par une fondation privée (ce qui interdit aux étudiants de participer au vote du budget). Les événements actuels, les revendications qui s'en dégagent, doivent nous pousser à mener une véritable réflexion sur ce que nous combattons aujourd'hui à l'IEP.

A.G.

Le coin «culture»

L'Odyssée d'Assassin

"Non à cette éducation" et "le futur que nous réserve-t-il ?" sont les deux premiers albums du groupe de rap français Assassin. Avec le 3ème, "l'homicide volontaire", une nouvelle étape est franchie dans la radicalité du lyrisme. Car Assassin, ce n'est pas MC Solaar, c'est plus proche de NTM et Léo Ferré. Il y a au moins deux manières d'aborder Assassin, chacune d'entre elles n'étant pas incompatible avec l'autre. La première est strictement politique: on se réjouit de la dénonciation des violences policières, du capitalisme, du FMI ou des inégalités Nord-Sud: *"la guerre à la drogue a été créée pour des objectifs politiques, qui servent les politiciens et justifient les budgets militaires, on s'explique, la politique de subvention agricole appliquée par la CEE et les USA ont fait chuter les prix agricoles de 50% en 30 ans, donc les pays du tiers monde n'ont plus que les cultures de coca, de pavot de haschisch, et de marijuana, pour être compétitifs sur les marchés internationaux, bonne raison pour envoyer les GI's dans les pays producteurs de pavot, on combat la keco pour avoir des bases stratégiques, dans business illégal, car la communauté financière internationale, gère les bénéfices de la drogue dans les banques occidentales..."*. Dans ce domaine, les paroles sont éloquentes et leur puissance, alliée à leur violence ont réellement "l'impact d'une balle" et rien à envier à Minister Amer dont la chanson "sacrifice de poulets" a fait l'objet d'une plainte par le Ministère de l'Intérieur. Si il y a une compétition dans l'extrémisme, inutile de dire qu'Assassin arrive loin en tête car leur analyse vitriolée et engagée de la société, du rapport avec les gens etc... est fondée et argumentée, lui conférant ainsi plus de force: *"quelle solution pour lutter contre la décomposition sociale, qui s'installe et pénètre, chacun d'entre nous ne connaît pas*

son intellect...". La 2ème façon d'écouter Assassin est plus traditionnelle. Ce dernier album est en effet un chef d'oeuvre musical qui vous fera peut être enfin apprécier le rap, qui plus est français. Même mes copains du RPR ont reconnu que c'était pas mal et que la qualité musicale était indéniable. Le cocktail associant la musique et les paroles est ainsi plus détonnant qu'une bouteille de "butagaz". La puissance des vers, des rythmes, des rimes, des figures de style, des bruitages et autres procédés hautement suggestifs transforment les textes en poésie. C'est dans ce mélange qu'Assassin puise sa puissance et sa violence. Dans un texte il y a la puissance des mots et du contenu, dans la poésie, on rajoute les rythmes, les vers et autres procédés poétiques. Dans le rap, on rajoute encore à celà la musique et on atteint le nirvana.

Mais on va aller encore plus loin dans l'analyse. C'est vrai qu'ils veulent tout péter, détruire l'Etat, se tâtent pour répondre aux violences policières *"doit-on répondre de la même manière aux violences policières"*, mais ils ne s'arrêtent pas là. Ils délivrent un message d'espoir et de mobilisation, notamment contre la drogue, mais également en faveur de l'éducation: *"éduque-toi si tu veux t'en sortir"*, *"éteints ta télé, rentre dans un musée ou lis un bouquin"* font partie de leurs mots d'ordre.

Vous aurez de toute façon l'occasion de découvrir Assassin lors de la prochaine soirée AGE-UNEF, le jeudi 7 décembre à la cave Lechapelais dans le 17ème. Moment privilégié et attendu par les nombreux initiés (demandez aux anciens), il n'y aura que 300 places...

X.B

Trait d'Union. Les chroniques syndicales de l'AGE-UNEF Sciences-Po est une publication mensuelle à destination des étudiants de l'IEP Paris.

Tirage du numéro 2: 500 exemplaires

Directeurs de publication: Philippe LIEUTAUD, Guillaume ROBERT

Ont participé à ce numéro: Mathieu ARBOGAST, Julien BORDRON, Xavier BRUNSCHWIG, Sophie CAMARD, François DUBREUIL, Amaëlle GUITON, Guillaume ROBERT

Pour contacter l'AGE-UNEF Sciences-Po:
Surveiller nos tables, nos panneaux

Boîte aux lettres AGE-UNEF en face du BDE
(laissez-nous toujours vos coordonnées)

Adresse postale:
AGE-UNEF Sciences-Po
27 rue Saint-Guillaume
75 337 Paris cedex 07